

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3977

[2004/202991]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, abrogé à compter du 1^{er} mai 2004 et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 précité, mais dont les articles 3, 4 et 5 et l'annexe continuent à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1473/2003 du 20 août 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2550/2002 du 21 décembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 avril 2000;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier sans retard les modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime que ces droits proviennent de la réserve nationale ou du fonds des droits à la primes à la vache allaitante;

Considérant que ces nouvelles modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime s'appliquent avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2003;

Considérant que les producteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° "producteur" : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole et détient des bovins, et qui, de ce chef, vend du lait ou d'autres produits laitiers directement au consommateur final ou les livre à un acheteur, et/ou commercialise les bovins;

2° "exploitation" : l'ensemble des unités de production, dont le siège est situé sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur, quelles que soient les spéculations;

3° "unité de production" : l'ensemble des moyens en connexité fonctionnelle, exploités par le producteur pour la production de viande, comprenant à son usage exclusif, les bovins et/ou ovins, les étables pour les bovins et/ou ovins, les terres servant à la production fourragère et les stocks d'aliments, et/ou, pour la production de lait, comprenant à son usage exclusif, l'étable pour les vaches laitières, les terres servant à la production laitière, l'installation laitière, les vaches laitières, les stocks d'aliments, et le refroidisseur de lait ou les cruches à lait;

4° "Fonds des droits à la prime à la vache allaitante" : système de gestion des transferts des droits à la prime à la vache allaitante entre des producteurs-cédants et des producteurs-attributaires, conformément à l'article 4, § 2, point b);

5° "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture.

CHAPITRE II. — *Prime à la vache allaitante*

Art. 2. § 1^{er}. Conformément à l'article 6 du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, une prime à la vache allaitante est octroyée aux producteurs.

§ 2. En application de l'article 6, § 2, du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, le Ministre peut décider de changer ou de pas appliquer la limitation à 120 000 kilogrammes de la quantité totale de référence individuelle.

§ 3. En application de l'article 6, § 5, troisième alinéa du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, une prime complémentaire de 50 EUR par vache allaitante éligible est octroyée aux producteurs visés au § 1^{er}, aux mêmes conditions que celles exigées pour obtenir la prime à la vache allaitante, lorsque la Commission a notifié la décision visée à l'article 19, § 3, du règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine.

§ 4. En application de l'article 45 du règlement (CE) n° 2342/1999 précité, le Ministre définit les mesures en vue du bon fonctionnement du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, notamment les conditions de l'octroi de la prime.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 8, § 2, point a), du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, la réserve de droits à la prime est alimentée par les droits à la prime prélevés lors des transferts de droits sans transfert d'exploitation et par les droits à la prime enlevés pour nonutilisation. Le Ministre détermine les catégories de producteurs qui peuvent obtenir des droits à la prime de la réserve.

§ 2. Le Ministre communique le pourcentage minimal d'utilisation des droits à la prime, fixé en application de l'article 23, § 4, du règlement (CE) n° 2342/1999 précité.

Art. 4. § 1^{er}. En cas de transfert d'une exploitation à un autre producteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, et en cas de mise en commun d'exploitation par deux ou plusieurs producteurs, le producteur peut transférer simultanément tous ses droits à la prime sans retenue pour la réserve.

§ 2. Dans des situations autres que celles visées au § 1^{er}, le producteur peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime dont il dispose dans la région à d'autres producteurs de la région, selon l'une des deux modalités suivantes :

a) en cas de lien de parenté ou d'alliance au premier degré entre le producteur-cédant et le producteur-preneur, le producteur-cédant peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime au producteur-preneur, pendant la période de transfert fixée par le Ministre. Dans ce cas, un pourcentage des droits à transférer, communiqué par le Ministre, est retenu pour la réserve, conformément à l'article 8, § 2, du règlement (CE) n° 1254/1999 précité;

b) les producteurs-cédants peuvent transférer partiellement ou totalement leurs droits à la prime à des producteurs-attributaires par l'intermédiaire d'un fonds des droits à la prime à la vache allaitante géré par l'administration. Le Ministre détermine les catégories de producteurs qui peuvent entrer en ligne de compte pour la réallocation de droits à la prime ainsi libérés par les producteurs-cédants. En cas de transfert par l'intermédiaire de ce fonds, un pourcentage des droits à transférer, communiqué par le Ministre, est retenu pour la réserve, conformément à l'article 8, § 2, du règlement (CE) n° 1254/1999 précité.

§ 3. Le Ministre définit les conditions et les modalités des transferts et cessions visés aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 5. Le Ministre fixe les modalités de demande de prime et la période de mise à disposition de chaque superficie fourragère pour l'élevage des animaux.

CHAPITRE III. — *Paiement à l'extensification*

Art. 6. Conformément aux dispositions de l'article 13 du règlement (CE) n° 1254/1999 précité et l'article 32 du règlement (CE) n° 2342/1999 précité, un paiement à l'extensification est effectué aux producteurs qui obtiennent la prime à la vache allaitante et qui répondent aux conditions spécifiques.

Art. 7. Le paiement à l'extensification s'élève à 40 EUR par bovin auquel la prime à la vache allaitante est octroyée, si le facteur de densité de l'exploitation pour l'année concernée est supérieur ou égal à 1,4 unité de gros bovins et inférieur ou égal à 1,8 unité de gros bovins par hectare de superficie fourragère retenue. Le paiement à l'extensification s'élève à 80 EUR si le facteur de densité est inférieur à 1,4 unité de gros bovins par hectare.

Art. 8. Le Ministre fixe les conditions et les modalités d'octroi du paiement à l'extensification et les cultures fourragères qui sont prises en compte pour le calcul de la superficie fourragère.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales*

Art. 9. La Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne est chargée du paiement des primes et des paiements ainsi que du recouvrement des primes ou des paiements indûment payés.

Art. 10. En application de l'article 7 du règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, le Ministre peut établir des conditions d'octroi supplémentaires à respecter par les demandeurs de prime.

Art. 11. Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté et à ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 12. Conformément à l'article 44 du règlement (CE) n° 2342/1999 précité, toute infraction relative à l'utilisation ou à la détention illégale de substances ou de produits non autorisés par la réglementation communautaire dans le secteur vétérinaire, au sens de l'article 23, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, est sanctionnée par l'exclusion du bénéfice des paiements directs visés par le chapitre I^{er} du règlement (CE) n° 1254/1999 précité, particulièrement des primes et paiements visés par le présent arrêté, et, en cas de récidive dans les douze mois suivant la constatation de la première infraction, est sanctionnée d'une période supplémentaire de deux ans d'exclusion du droit aux paiements directs.

En cas de seconde récidive dans le même délai, l'exclusion est portée à cinq ans.

Art. 13. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux primes et paiements prévus par le présent arrêté.

Art. 14. L'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3977

[2004/202991]

**3. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der von der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette durchgeführten Kontrollen und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegeln, aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, die jedoch auf die im Laufe der Kalenderjahre vor dem Jahr 2005 eingereichten Anträge auf Direktzahlungen anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1259/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Festlegung von Gemeinschaftsregeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, ab dem 1. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die vorerwähnte Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, deren Artikel 3, 4 und 5 sowie der Anhang jedoch bis zum 31. Dezember 2004 anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1473/2003 vom 20. August 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2550/2002 vom 21. Dezember 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. April 2000;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Haushaltsministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unmittelbar die Modalitäten für die Gewährung von Prämienansprüchen an die Erzeuger zu ändern, ungeachtet dessen, ob diese Ansprüche aus der nationalen Reserve oder aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien stammen;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Prämienansprüchen an die Erzeuger rückwirkend ab dem 1. Januar 2003 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erzeuger": der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen Betrieb verwaltet, dort Rindvieh hält und in dieser Eigenschaft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an den Endverbraucher verkauft oder sie an einen Käufer liefert und/oder das Rindvieh vermarktet;

2° "Betrieb": alle von ein und demselben Erzeuger unabhängig von Spekulationen autonom verwalteten Produktionseinheiten, die auf nationalem Gebiet gelegen sind;

3° "Betriebseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, die durch den Erzeuger für die Erzeugung von Fleisch, einschließlich der ausschließlichen Nutzung von Rindern und/oder Schafen, Stallungen für Rinder und/oder Schafe, die Ländereien, auf denen Futtermittel angebaut werden und die Futterlager und/oder für die Produktion von Milch, einschließlich der ausschließlichen Nutzung von Stallungen für Milchkühe, die Ländereien, die zur Milchproduktion dienen, die Milchanlagen, die Milchkühe, die Futterlager und der Milchkühler oder die Milchkannen;

4° "Prämienfonds für Mutterkuhprämien": System zur Verwaltung der Übertragung von Mutterkuhprämien zwischen den überlassenden Erzeugern und den anspruchsberechtigten Erzeugern gemäß Artikel 4, § 2, Punkt b);

5° "Minister": der Minister der Landwirtschaft.

KAPITEL II — Mutterkuhprämie

Art. 2 - § 1. Gemäß Artikel 6 der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch wird den Erzeugern eine Mutterkuhprämie gewährt.

§ 2. In Anwendung von Artikel 6, § 2 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 ist der Minister befugt, die Mengenbegrenzung auf 120 000 Kilogramm der gesamten einzelbetrieblichen Referenzmenge zu ändern oder aufzuheben.

§ 3 In Anwendung von Artikel 6, § 5, Absatz 3 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 wird den unter § 1 genannten Erzeugern unter den Bedingungen, die für die Gewährung der Mutterkuhprämie verlangt werden, eine zusätzliche Prämie in Höhe von 50 EUR pro beihilfefähige Mutterkuh gewährt, nachdem die Kommission die in Artikel 19, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch erwähnte Entscheidung mitgeteilt hat.

§ 4. In Anwendung von Artikel 45 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 bestimmt der Minister die Maßnahmen, die eine reibungslose Anwendung der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 gewährleisten und insbesondere die Bedingungen für die Gewährung der Prämie.

Art. 3 - § 1. In Anwendung von Artikel 8, § 2, Punkt a) der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 wird die Reserve der Prämienansprüche durch die Prämienansprüche gespeist, die entnommen werden, wenn Prämienansprüche übertragen werden, ohne dass der Betrieb mitübertragen wird, sowie durch Prämienansprüche, die wegen Nichtnutzung entzogen werden. Der Minister bestimmt, welchen Erzeugerkategorien Prämienansprüche aus der Reserve gewährt werden können.

§ 2. Der Minister teilt den in Anwendung von Artikel 23, § 4 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 festgelegten Mindestprozentsatz für den Umfang der Nutzung der Prämienansprüche mit.

Art. 4 - § 1. Im Falle einer Übertragung des Betriebs auf einen anderen Erzeuger durch Erbschaft, aufgrund einer Akte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte eines Gebäudes sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Erzeuger, kann der Erzeuger seine gesamten Prämienansprüche gleichzeitig übertragen, ohne dass eine Einbehaltung für die nationale Reserve getätigt wird.

§ 2. In Situationen, die mit keiner der unter § 1 beschriebenen Situationen übereinstimmen, kann der Erzeuger seine Prämienansprüche, über die er in der Region verfügt, nach einer der beiden nachstehend beschriebenen Methoden teilweise oder vollständig auf andere Erzeuger der Region übertragen:

a) Falls der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind, kann der überlassende Erzeuger seine Prämienansprüche innerhalb des vom Minister für die Übertragung festgelegten Zeitraums teilweise oder vollständig auf den übernehmenden Erzeuger übertragen. In diesem Fall wird ein Prozentsatz der zu übertragenden Ansprüche, der durch den Minister mitgeteilt wird, gemäß Artikel 8, § 2 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 für die Reserve einbehalten;

b) die Überlasser haben die Möglichkeit, ihre Prämienansprüche über einen von der Verwaltung geführten Prämienfonds für Mutterkuhprämien teilweise oder vollständig auf anspruchsberechtigte Erzeuger zu übertragen. Der Minister bestimmt die Erzeugerkategorien, die für die Neuverteilung der auf diese Weise von Überlassern freigegebenen Prämienansprüche berücksichtigt werden können. Im Falle einer Übertragung über diesen Fonds wird ein Prozentsatz der zu übertragenden Ansprüche, der durch den Minister mitgeteilt wird, gemäß Artikel 8, § 2 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 für die Reserve einbehalten.

§ 3. Der Minister bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die in § 1 und § 2 erwähnten Übertragungen und Abtretungen.

Art. 5 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Beantragung der Prämie sowie den Zeitraum, über den hinweg jede Futterfläche für die Tierzucht zur Verfügung gestellt wird.

KAPITEL III — Extensivierungsprämie

Art. 6 - Nach den Bestimmungen von Artikel 13 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 und von Artikel 32 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 wird eine Extensivierungsprämie jenen Erzeugern gewährt, die eine Mutterkuhprämie erhalten und die die spezifischen Bedingungen erfüllen.

Art. 7 - Die Extensivierungsprämie beträgt 40 EUR pro Tier, für das die Mutterkuhprämie gewährt wird, wenn die Besatzdichte des Betriebs für das betreffende Jahr mindestens 1,4 Großvieheinheiten und weniger als 1,8 Großvieheinheiten pro Ha förderfähige Futterfläche beträgt. Die Extensivierungsprämie beträgt 80 EUR wenn die Besatzdichte unter 1,4 Großvieheinheiten pro Ha beträgt.

Art. 8 - Der Minister bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Gewährung der Extensivierungsprämie sowie die Futterflächen, die bei der Berechnung der Futterfläche berücksichtigt werden.

KAPITEL IV — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 9 - Die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region wird mit der Auszahlung der Prämien und Zahlungen sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gewährten Prämien und Zahlungen beauftragt.

Art. 10 - In Anwendung von Artikel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1259/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Festlegung von Gemeinschaftsregeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik ist der Minister befugt, den Antragstellern zusätzliche Bedingungen für die Gewährung der Prämie aufzuerlegen.

Art. 11 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse können gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

Art. 12 - Gemäß Artikel 44 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 führt jede vorschriftswidrige Verwendung oder Vorratshaltung von Stoffen oder Erzeugnissen, die nach den einschlägigen veterinärrechtlichen Gemeinschaftsvorschriften nicht zugelassen sind, gemäß Artikel 23, § 1 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 zum Ausschluss von der Gewährung der in Kapitel I der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 angeführten Direktzahlungen, insbesondere der in dem vorliegenden Erlass angeführten Prämien und Zahlungen. Im Falle eines wiederholten Verstoßes innerhalb von zwölf Monaten nach der Feststellung des ersten Verstoßes wird der Betreffende für weitere zwei Jahre von der Gewährung der Direktzahlungen ausgeschlossen.

Bei einem zweiten Rückfall innerhalb derselben Frist wird der Ausschluss auf fünf Jahre ausgedehnt.

Art. 13 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Prämien und Zahlungen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 14 - Der Königliche Erlass vom 30. November 2001 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird aufgehoben.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2003 wirksam.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3977

[2004/202991]

**3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en vervangen bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, maar die verder toegepast wordt voor de rechtstreekse betalingen voor de kalenderjaren die aan het jaar 2005 voorafgaan;

Gelet op verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, opgeheven vanaf 1 mei 2004 en vervangen bij verordening (EG) nr. 1782/2003 als voornoemd, maar waarvan de artikelen 3, 4 en 5 en de bijlage verder toegepast worden tot en met 31 december 2004;

Gelet op verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premiereregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1743/2003 van 20 augustus 2003;

Gelet op verordening nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van verordening nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 2550/2002 van 21 december 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2000;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden in verband met het landbouwbeleid naar de Gewesten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de modaliteiten voor de toekenning van rechten op premies aan de producenten onverwijld gewijzigd dienen te worden; dat die rechten voortkomen uit de nationale reserve of uit het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremies;

Overwegende dat die nieuwe modaliteiten voor de toekenning van rechten op de premie aan de producenten met retroactieve werking gelden vanaf 1 januari 2003;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in geldboeten is voorzien bij niet-inachtneming van de termijnen die bij de Europese regelgeving zijn opgelegd om de betrokken premies aan de producenten te storten of bij een vertraagde toepassing van de betrokken regelgevingen of bij een slechte toepassing ervan;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "producent": de landbouwwitbater, natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beide, die op zelfstandige wijze, voor eigen baat en rekening, een landbouwbedrijf beheert en runderen houdt en die bijgevolg melk of andere zuivelproducten rechtstreeks aan de eindverbruiker verkoopt of ze aan een koper levert en/of de runderen in de handel brengt;

2° "bedrijf": het geheel der productie-eenheden waarvan de zetel op het geografisch grondgebied van België gelegen is, en die op zelfstandige wijze beheerd worden door één en dezelfde producent, ongeacht de speculaties;

3° "productie-eenheid": het geheel der middelen met functionele samenhang, die uitgebaat worden door de producent voor de vleesproductie, die uitsluitend voor eigen gebruik de runderen en/of de schaapachtigen, de stallen voor de runderen en/of de schaapachtigen, de gronden die voor de voederproductie en de voedselvoorraden dienen, bevatten en/of, voor de melkproductie, uitsluitend voor eigen gebruik de stallen voor de melkkoeien, de gronden voor de melkproductie, de zuivelinstallatie, de melkkoeien, de voedselvoorraden en de melkafkoeler of de melkkruiken bevat;

4° "Fonds voor de rechten op de zoogkoeienpremie": systeem voor het beheer van de overdrachten van de rechten op de zoogkoeienpremies tussen de producent-overlater en de producent-overnemer, overeenkomstig artikel 4, § 2, punt b);

5° "minister": de Minister van Landbouw.

HOOFDSTUK II. — *Zoogkoeienpremie*

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel 6 van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees wordt er een zoogkoeienpremie toegekend aan de producenten.

§ 2. Overeenkomstig artikel 6, § 2, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd kan de minister beslissen om de beperking tot 120 000 kilogram van de totale individuele referentiehoeveelheid te veranderen of niet toe te passen.

§ 3. Overeenkomstig artikel 6, § 5, derde lid, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd wordt er een bijkomende premie van 50 EUR per in aanmerking komende zoogkoe toegekend aan de producenten bedoeld in § 1, in dezelfde voorwaarden als die vereist om de zoogkoeienpremie te bekomen indien de Commissie kennis gegeven heeft van de beslissing bedoeld in artikel 19, § 3, van verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees.

§ 4. Overeenkomstig artikel 45 van verordening (EG) nr. 2342/1999 als voornoemd bepaalt de minister de maatregelen met het oog op de goede werking van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd, inzonderheid de voorwaarden voor de toekenning van de premie.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 8, § 2, punt a), van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd wordt de reserve van rechten op de premie gestijfd uit de rechten op de premie die worden geheven bij de overdrachten van rechten zonder overdracht van bedrijf en uit de rechten op de premie die wegens niet-gebruik geschrapt worden. De minister bepaalt de categorieën producenten die rechten op de premie van de reserve kunnen verkrijgen.

§ 2. De minister deelt het minimumpercentage van gebruik van de rechten op de premie mee, vastgesteld overeenkomstig artikel 23, § 4, van verordening (EG) nr. 2342/1999 als voornoemd.

Art. 4. § 1. Bij overdracht van een bedrijf aan een andere producent wegens erfopvolging, krachtens een akte tot overdracht of verklaring van eigendom of vruchtgebruik van een onroerend goed, evenals een akte houdende huurovereenkomst, onderverhuur of afstand van huurovereenkomst en bij het samenleggen van bedrijven door twee of meerdere producenten kan de producent gelijktijdig al zijn rechten op de premie overdragen zonder inhouding voor de reserve.

§ 2. In toestanden ander dan die bedoeld in § 1 kan de producent zijn rechten op de premie waarover hij beschikt in de streek geheel of gedeeltelijk overdragen aan andere producenten van de streek, op één der twee volgende wijzen :

a) bij verwantschap of aanverwantschap in de eerste graad tussen de producent-overlater en de producent-overnemer kan de producent-overlater zijn rechten op de premie geheel of gedeeltelijk aan de producent-overnemer overdragen tijdens de overdrachtperiode vastgesteld door de minister. In dat geval wordt er een door de minister medegedeeld percentage van de over te dragen rechten voor de reserve ingehouden overeenkomstig artikel 8, § 2, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd;

b) de producenten-overlaters kunnen hun rechten op de premie geheel of gedeeltelijk aan producenten-verkrijgers overdragen via een fonds van rechten op de zoogkoeienpremie beheerd door het bestuur. De minister bepaalt de categorieën van producenten die in aanmerking kunnen komen voor de hertoewijzing van rechten op de premie die aldus door de producenten-overlaters vrijgemaakt worden. Bij overdracht via dat fonds wordt een door de minister medegedeeld percentage van de over te dragen rechten voor de reserve ingehouden overeenkomstig artikel 8, § 2, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd.

§ 3. De minister bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de overdracht en de afstand als bedoeld in de §§ 1 en 2.

Art. 5. De minister stelt de modaliteiten voor de premieaanvraag en de periode voor de terbeschikkingstelling voor elke voederoppervlakte voor veeteelt vast.

HOOFDSTUK III. — *Extensiveringsbedrag*

Art. 6. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd en artikel 32 van verordening (EG) nr. 2342/1999 als voornoemd wordt er een extensiveringsbedrag betaald aan de producenten die de zoogkoeienpremie verkrijgen en aan de specifieke voorwaarden voldoen.

Art. 7. Het extensiveringsbedrag bedraagt 40 EUR per rund waarvoor de zoogkoeienpremie wordt toegekend, indien de dichtheidsfactor van het bedrijf voor het betrokken jaar hoger is dan of gelijk is aan 1,4 eenheden van grote runderen en lager is dan of gelijk is aan 1,8 eenheden van grote runderen per ha in aanmerking genomen voederoppervlakte. Het extensiveringsbedrag bedraagt 80 EUR indien de dichtheidsfactor lager is dan 1,4 eenheden van grote runderen per ha.

Art. 8. De minister stelt de voorwaarden en de modaliteiten vast voor de toekenning van het extensiveringsbedrag en de voedergewassen die in aanmerking genomen worden voor de berekening van de voederoppervlakte.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

Art. 9. De Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest is belast met de betaling van de premies en de betalingen, evenals met de inning van de onverschuldigd verrichte premies of betalingen.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 7 van verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid kan de minister bijkomende voorwaarden vaststellen voor de toekenning die in acht genomen dienen te worden door de premieaanvragers.

Art. 11. De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbepalingen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 8 van de wet van 28 maart 1975. Als bevoegd ambtenaar voor het verrichten van de handelingen en het treffen van de beslissingen betreffende de administratieve geldboeten bedoeld in vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar aangewezen.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 44 van verordening (EG) nr. 2342/1999 als voornoemd wordt elke overtreding betreffende het gebruik of het onwettelijk bezit van bij voormelde regelgeving niet toegelaten stoffen of producten in de veeartsenij, in de zin van artikel 23, § 1, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd, gestraft met de uitsluiting van het voordeel van de rechtstreekse betalingen bedoeld bij dit besluit en, bij herhaling binnen de twaalf maanden volgend op de vaststelling van de eerste overtreding, gestraft met een bijkomende periode van twee jaar uitsluiting van de rechtstreekse betalingen.

Bij een tweede herhaling binnen dezelfde termijn wordt de uitsluiting op vijf jaar gebracht.

Art. 13. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar is gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de premies en de betalingen bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor de zoogkoeien wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2003.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3978

[2004/202990]

3 JUIN 2004. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, abrogé à compter du 1^{er} mai 2004 et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 précité, mais dont les articles 3, 4 et 5 et l'annexe continuent à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1473/2003 du 20 août 2003;